

inévitablement des effets néfastes sur les relations officielles entre le Canada et l'Union soviétique. Pis encore, elles finiront par atténuer, voire étouffer complètement l'enthousiasme qui grandissait en faveur des réformes en URSS dans notre population, notamment chez les Canadiens originaires de pays situés derrière ce qu'on appelait le Rideau de fer.

L'appui du Canada à l'endroit des États baltes a été inébranlable. Nous reconnaissons leur indépendance de droit; nous n'avons jamais accepté leur annexion par la force. Nous plaidons en faveur du droit de ces peuples de décider de leur avenir.

Le printemps dernier, les trois républiques ont tenu des élections justes et libres. Des représentants fédéraux, le député de Parkdale-High Park, celui de Winnipeg Transcona, le député de Scarborough-Centre et un représentant ontarien, le premier ministre Rae, sont allés observer le déroulement des élections en Lituanie.

À l'initiative de la Lituanie, le 11 mars, ces gouvernements démocratiquement élus ont déclaré leur indépendance de l'URSS. Ils ont tenté de négocier avec Moscou, comme le prévoit la Constitution actuelle. Ils ont, au lieu de cela, fait l'objet de pressions politiques et économiques.

Cinq ans de diminution du mode de vie ont amené la perestroïka au point critique. L'économie soviétique est en miettes. Les pressions indépendantistes et l'opinion publique défavorable sont à la hausse. M. Gorbatchev doit choisir d'avancer ou de reculer.

Les défenseurs de Gorbatchev réclament que la loi et l'ordre sont les seules armes contre l'anarchie. Ses opposants disent qu'en le réprimant il deviendra l'otage des forces réactionnaires. Avec la polarisation, l'instabilité s'installe rapidement.

Cet hiver, l'URSS a réclamé l'assistance du Canada et des autres pays occidentaux. Nous avons choisi d'appuyer les réformes en diminuant le coût de la transition. Suite à mes entretiens avec l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, le premier ministre du Canada a offert des mesures d'assistance concrètes à l'occasion du dernier sommet de la CSCE à Paris. Tout ceci est en danger.

Il était évident que la situation s'aggravait en Union soviétique quand M. Chevardnadze a démissionné à la mi-décembre, nous alertant à la possibilité que la dictature ne fasse son apparition. Les événements tragiques de Vilnius, au cours de la nuit du 12 au 13 janvier, avec 14 morts, 163 blessés et 57